

# Les beaux principes et la réalité

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, le paysage médiatique audiovisuel compte une nouvelle chaîne, France Info, version télé, associant France Télévisions, Radio France, France 24 et l'INA. Malgré l'affichage de belles ambitions, le téléspectateur s'y retrouve-t-il vraiment ? Et les différentes rédactions du service public de l'information ?

par Claude Gueneau\*

C'est la grande nouveauté de la rentrée dans le monde des médias et de la presse : le lancement, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, de France Info, version télé. Une nouvelle offre globale du service public à la télévision, sur Internet et sur les applications numériques. Double logique : ne pas laisser le champ libre aux chaînes « tout info » privées, avec l'ambition de décrypter et d'aider à la compréhension de l'actualité, tout en développant un service d'information adapté aux nouveaux usages de mobilité. Difficile pour les syndicats, dont le SNJ-CGT, de ne pas adhérer à de si beaux principes, ainsi qu'à la nécessité de se mettre à la page du numérique pour reconquérir les jeunes qui ne regardent plus les traditionnels JT.

## Dégâts collatéraux

Mais vu des rédactions régionales et d'outre-mer de France Télévisions, on a tout de même du mal à suivre. Comment Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions, peut-elle fermer des locales à France 3 sous prétexte de restrictions budgétaires, mutualiser à tout-va, supprimer des emplois et, dans le même temps, trouver des financements pour développer une nouvelle offre d'information nationale ? Cerise sur le gâteau, la nouvelle application France Info a complètement zappé le lien qui renvoie vers les régions. De même, côté information locale sur le numérique, les rédactions Web de France 3 et Outre-mer 1<sup>re</sup> restent les parents pauvres de France Télévisions. Elles auraient aimé une petite part du gâteau, sous forme d'un plan de développement, avec des effectifs adéquats. Face à l'hégémonie de la PQR, l'information est aussi un droit et un enjeu de démocratie locale. Vu de Radio France, qui participe à la nouvelle chaîne avec l'INA et France 24,

on s'interroge sur les bénéfices pour les auditeurs. France Info (la radio), avec ses trente années d'existence, a dû céder son nom et son site Internet à France Info (la télé). Sur les nouvelles applications mobiles, les émissions de la radio, ainsi son fil d'actualité, ont beaucoup perdu en visibilité.

## Des journalistes face à un écran tactile

Dans son *Abécédaire*<sup>1</sup>, Hervé Brusini, actuel directeur adjoint de l'information, parle de « pâté de têtes » pour qualifier le virage pris par les journaux télévisés depuis une dizaine d'années : de moins en moins de reportages et d'images, compensés par l'omniprésence des journalistes en plateau, en duplex, en « reportage incarné », etc. France Info suit la tendance sans état d'âme. À l'écran, elle soigne la forme pour se différencier de la concurrence : les journalistes et présentateurs bougent, se déplacent face à une caméra

Sur les mobiles, France Info n'a pas non plus fait les étincelles promises. À l'exception de certains « modules » innovants, le décryptage, les analyses et approfondissements se font attendre. La nouvelle application fait regretter l'ancienne « France TV Info ».

## Cheval de Troie de l'info low cost ?

« À France Télévisions, il y a encore une séparation des métiers assez stricte qu'on ne trouve pas dans les médias plus jeunes », déclarait, en le regrettant, Delphine Ernotte au *Monde* le 21 avril dernier. Comprendre par « médias jeunes » : médias *low cost* comme I-Télé ou BFM, aux conditions de travail épouvantables. Pour la présidente de France Télévisions, le lancement de la chaîne info était l'occasion rêvée d'expérimenter le nouveau journalisme multifonction – le journaliste est à la fois rédacteur, monteur et mixeur – avec l'ambition à peine dissimulée d'étendre le

---

*Pour Delphine Ernotte, le lancement de la chaîne info était l'occasion rêvée d'expérimenter le nouveau journalisme multifonction*

---

mobile (steadycam), les invités s'assoient dans un canapé, les journalistes expliquent face à un écran tactile... Les flashes de France Info (la radio) viennent compléter le défilé de têtes. Mais toujours aussi peu de reportages et moitié moins d'infos que sur l'antenne radio.

modèle à tout le groupe. Deux semaines après le lancement de la chaîne, suite à une décision de justice interdisant le montage par les journalistes car non conforme à la convention collective, la direction a dû négocier en catastrophe. Un accord signé par le ►►

►► SNRT-CGT et l'UCSA-CGT au nom de la CGT France Télévisions permet d'expérimenter pendant dix-huit mois le montage par les journalistes de France Info sous la supervision d'une commission émanant du CCE. Le SNJ-CGT, lui, reste opposé à l'empilement des tâches techniques sur les épaules du journaliste, au détriment de la recherche d'information, de sa vérification et de la réflexion. Ce qui n'interdit pas le débat sur l'évolution du métier de journaliste à la télévision.

La télévision est un média qui travaille dans l'urgence et sur le fond, le modèle économique de France Info repose principalement sur l'industrialisation du journalisme, avec le retraitement des tournages de l'ensemble des rédactions et la montée en puissance des journalistes « deskeurs ». Pour les salariés des sociétés et rédactions associées (France Télévisions, Radio France, INA, France 24), c'est aussi une charge de travail supplémentaire pour alimenter l'antenne de France Info. Cela se traduit par une augmentation de la productivité et une dégradation des conditions de travail.



### Grande fusion de l'audiovisuel public ?

Née dans la confusion et la précipitation, la nouvelle France Info ne préfigure-t-elle pas une plus large fusion des rédactions de Radio France et France Télévisions ? La droite ainsi que beaucoup au Parti socialiste le réclament, sous couvert de réduction de la dette et de la dépense publique. Un tel regroupement peut sembler logique et séduisant sur le papier. Les rapports se succèdent pour vanter les synergies et les coopérations. On évoque ainsi « la

force de frappe de la plus grande rédaction d'Europe, forte de ses quatre mille cinq cents journalistes ». Derrière ces paroles lénifiantes se dissimule en réalité un vaste plan d'économies et de casse industrielle. Les cinq cents suppressions d'emploi prévues à France Télévisions dans les prochaines années ne seront pas sans conséquences sur le périmètre de l'audiovisuel public. Sur le plan éditorial, cela représenterait aussi un danger considérable pour la pluralité de l'information et pour la démocra-

tie. La fusion des rédactions nationales de France 2 et France 3 constitue déjà un premier pas vers une uniformisation des contenus. À rédaction unique, info unique : une fusion des rédactions radio et télé déboucherait inéluctablement sur un appauvrissement éditorial, tout en facilitant une reprise en main. On contrôle plus facilement une seule rédaction que quatre ou cinq... ■

\* Élu au CE du siège et membre du Bureau national du SNJ-CGT de France Télévisions.

1. Publié en 2007, cet ouvrage à usage interne est destiné à définir « les critères de qualité de l'information de France 3 ».

# Radio France La situation ne s'est pas apaisée

**Plus d'un an après la longue grève du printemps 2015, le feu couve toujours à Radio France. Contrairement à ce qu'essaient de faire croire le PDG, Mathieu Gallet, et ses directeurs, le dialogue n'est en rien rétabli et les motifs de conflit restent nombreux.**

*Par Lionel Thompson\**

L'austérité budgétaire, qui frappe Radio France comme le reste de l'audiovisuel public, a des conséquences de plus en plus dures sur les conditions de travail et la qualité des antennes. Le mouvement de grève de 2015 a permis de repousser le plan de départs volontaires que voulait mettre en place le PDG, mais les suppressions d'emploi ont quand même lieu par le non-remplacement de départs en retraite. D'ici deux ans, c'est environ 270 postes qui auront disparu, tous métiers confondus, y compris dans les rédactions, qui pourraient

être amputées de près de 10 % de leurs effectifs. Les CDD en font également les frais. En 2015, le budget CDD de Radio France a encore baissé de 15 %, après des coupes du même ordre les années précédentes. C'est autant de contrats en moins, notamment pour la centaine de journalistes qui figurent sur le planning CDD. Dans les rédactions de France Bleu, il faut désormais deux, voire trois journalistes titulaires absents pour espérer un remplacement. Au lieu de réduire la précarité en embauchant, Radio France prétend la réduire en supprimant du travail !

### Grève très suivie à France Bleu en juin

Dans ces mêmes stations régionales de France Bleu, la grève de 2015 avait en partie repoussé la mutualisation de programmes, qui va à l'opposé de leur mission de proximité. Mais, là aussi, les directions font passer petit à petit ce que les salariés, les auditeurs et des élus locaux refusent. Par exemple en supprimant des rendez-vous d'information le week-end ou le soir pour économiser des moyens et les concentrer sur la matinée. Le reportage se réduit de

plus en plus et les interviews par téléphone, qui évitent de se déplacer, se multiplient. Il faut même parfois renoncer à couvrir des événements importants de la vie locale faute d'effectifs suffisants. Sans parler de la ligne éditoriale au ras des pâquerettes que veut imposer la direction de France Bleu, au prétexte de séduire un auditoire populaire. Voilà qui explique la participation exceptionnellement forte des salariés de France Bleu à la journée de grève du 27 juin dernier. Beaucoup d'antennes locales ont été 100 % blanches ce jour-là. Pour toute réponse, le directeur des programmes de Radio France, Frédéric Schlesinger, a adressé aux salariés de France Bleu une lettre ouverte lénifiante.

### France Musique : 189 captations de concerts en moins

Les radios nationales ne sont pas mieux loties. La réduction des moyens y est aussi une triste réalité. Il y aura par exemple, cette saison, 189 captations de concerts en moins sur France Musique. Sur France Inter, la CGT a décompté 5 000 heures de production en moins en trois ans. Au prétexte de l'interminable chantier de réhabilitation de la maison ronde, un grand nombre de studios de taille moyenne, où beaucoup d'émissions élaborées et de fictions radiophoniques sont produites, vont être durablement fermés, sans qu'un nombre suffisant de studios de remplacement soient prévus.

Alors que toutes ces restrictions sont durement ressenties par les salariés, Mathieu Gallet a engagé Radio France dans une aventure risquée : la télé publique d'information en continu « France Info » (lire page 9 et ci-contre), lancée le 1<sup>er</sup> septembre avec France Télévisions, France Médias Monde et l'INA. Le coût de cette usine à gaz voulue par François Hollande à l'approche de l'élection présidentielle n'est pas négligeable pour le budget de Radio France, pourtant toujours en déficit : quatre millions d'euros par an. Ce projet imprévu absorbe à lui seul plus de la moitié des quelques créations d'emplois qui étaient projetées par ailleurs, sans garantie d'apporter quoi que ce soit à la qualité des émissions radio. Il risque au contraire de dégrader la radio France Info.

### Une télé ultra low cost

Les effectifs et les moyens prévus sont notamment insuffisants, particulièrement pour ce qui est produit par Radio France : une interview politique le matin, le rappel des titres dans la journée, et deux émissions de débat sur l'actualité et le sport le soir. Ces émissions, diffusées simultanément sur la télé et la radio, sont produites avec un seul technicien réalisateur vidéo, pas de maquilleur pour les

journalistes (qui se maquillent eux-mêmes), les plannings de travail sont intenables avec les effectifs prévus, la direction veut faire effectuer du montage vidéo par les journalistes, au mépris des métiers et des accords collectifs, bref, de la télé ultra low cost. La volonté affichée de faire une télé d'information différente, qui prend du recul sur l'information, paraît donc bien présomptueuse.

### L'argent pas toujours bien utilisé

Tous ces choix et ces restrictions tendent vers un appauvrissement de nos radios publiques. Depuis longtemps déjà, l'unique boussole des directions et de l'État actionnaire, c'est l'audience, qui, seule, justifierait notre existence et l'octroi de l'argent du contribuable. L'importance de nos missions de service public est bien sûr sans cesse réaffirmée, mais ces déclarations en boucle sonnent aussi creux qu'un discours de communicant, en décalage de plus en plus grand avec la réalité. « Texto », le journal interne de Radio France, imprimé en quadrichromie sur papier glacé et surnommé « la Pravda » par les salariés, en est un exemple. Il finit souvent à la poubelle sans même avoir été lu.

Car, de l'argent, il y en a encore à Radio France. Mais il n'est pas toujours très bien utilisé. Alors que beaucoup de producteurs, professionnels de la radio, sont remerciés sans ménagement, parfois après une longue collaboration, Radio France continue de recycler des « vedettes » du PAF en mal de cachet : une chronique sur France Musique pour Roselyne Bachelot, l'arrivée de Jean-Michel Apathie ou de Karl Zéro sur France Info... Sans doute viennent-ils faire du « bénévolat », comme l'a si aimablement suggéré Nagui au printemps dernier, en évoquant son propre cas sur une radio privée concurrente. Les journalistes et les salariés de Radio France ne demandent pourtant pas la lune : des budgets et des choix stratégiques qui leur permettent de continuer à offrir aux auditeurs des radios de qualité, qui remplissent leur mission de service public. Ce n'est malheureusement pas vraiment la voie suivie actuellement. ■

\* Secrétaire



## Inquiétudes à Radio France et à l'INA

« La chaîne de télévision France Info est lancée depuis bientôt trois semaines mais il règne toujours pour Radio France une opacité inacceptable sur l'organisation du travail de cette chaîne, les effectifs, les métiers et les statuts des personnels qui y contribuent », estime la CGT de Radio France dans un tract diffusé le 20 septembre. Voici quelques-unes des questions auxquelles le syndicat aimerait avoir des réponses : « Quels métiers, quels statuts, qui fait quoi ? Quelle activité pour les assistants d'édition CDD, quelle formation ? Comment se fait le maquillage ? Combien de maquilleurs ? Quel statut des intervenants ? Qui assure la maintenance, quel planning ? Le bandeau : quel métier, quel statut, quel planning ? » Le syndicat poursuit : « Les effectifs nécessaires sont passés de 28 en avril à 32, puis 35 en juin, 38 en août et probablement 40 à 45 dans les semaines à venir. Dans le contexte d'un plan de suppressions d'emploi, cette création d'activité, qui se veut réalisée à moyens constants, va d'une façon ou d'une autre nécessiter des suppressions de postes dans d'autres secteurs de Radio France déjà largement fragilisés. [...] Ce sous-effectif est catastrophique pour la qualité de l'antenne mais aussi pour les conditions de travail des salarié-e-s : plannings invivables, risques d'incidents, sources de stress et d'angoisse et, à terme, risques d'épuisement. » À l'INA, autre partenaire de la chaîne, l'heure n'est pas non plus aux réjouissances. Ainsi, « l'INA va fournir trois modules quotidiens conçus à base d'images d'archives et répondra aux demandes des rédactions souhaitant utiliser ses fonds audiovisuels », rappellent les syndicats CFDT, CGT et FO de l'INA dans un communiqué du 1<sup>er</sup> septembre. Ces derniers dénoncent le refus de la direction d'ouvrir « une consultation » sur les « nouvelles charges d'activité » qui en découlent. « Le projet présenté est annoncé par la direction à effectif constant », notent la CFDT, la CGT et FO, qui « déplorent qu'aucune autre hypothèse d'organisation du travail assurant un maintien de la qualité des prestations fournies tout en tenant compte de la santé et des conditions de travail des salarié(e)s n'ait été proposée par la direction ». ■